

Question parlementaire nr. 10 déposée par madame Katrin JADIN, Députée, à Madame Sophie Wilmès, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales.

QUESTION :

Le conflit armé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Dans le conflit territorial opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan depuis les années 90, un nouveau sommet a été atteint. Au cours des dernières semaines, des attaques armées et des bombardements ont causé de nombreux morts dans le district frontalier de Tovuz. La cause du litige est une nouvelle fois la région séparatiste du Haut-Karabakh peuplé en majorité d'Arméniens.

Ces attaques armées, qui étaient déjà menées en 2016, ne sont dans l'intérêt de personne, surtout pas des grandes nations avoisinantes. Ainsi, l'ONU et la Russie ont appelé à cesser le feu tandis que la Turquie a apporté ouvertement son soutien à l'Azerbaïdjan.

Face aux nombreux morts de ces derniers jours, l'Arménie vient en outre de faire appel à la Cour européenne des droits de l'homme afin qu'elle prenne des mesures d'urgence contre l'Azerbaïdjan pour faire cesser les attaques militaires contre la population et les biens civils arméniens.

1. Quid de l'appel de l'Arménie à la Cour européenne des droits de l'homme?
2. Est-il confirmé que des attaques militaires ont été menées contre la population civile?
3. Si tel est le cas, des mesures à l'encontre de l'Azerbaïdjan et/ou l'Arménie ont-elles été prises?
4. Des forces armées turques ont-elles été aperçues aux côtés de l'Azerbaïdjan?

REPONSE:

La région du Haut-Karabagh a été régulièrement source de tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan depuis le conflit de 1992-1994. Le 27 septembre 2020, de nouveaux affrontements ont éclaté entre les deux pays le long de la ligne de contact autour du Haut-Karabagh. Dès les premiers jours, les combats ont fait de nombreuses victimes civiles et militaires. Face au risque d'embrasement de la région et d'enlèvement de ce conflit, la communauté internationale - en ce compris le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, et le Haut Représentant de l'Union européenne, Josep Borrell - a appelé à un cessez-le-feu immédiat. Le Groupe de Minsk, établi au sein de l'OSCE, et ses co-présidents russe, français et américain, ont par la suite redoublé d'efforts pour obtenir l'arrêt des hostilités et un retour à la table de négociation des forces belligérantes.

L'Arménie et l'Azerbaïdjan sont membres du Conseil de l'Europe. A ce titre, sa Secrétaire générale a appelé, dans une déclaration datant du 27 septembre dernier, les deux Etats membres à cesser immédiatement les hostilités et à régler pacifiquement le conflit comme ils s'y sont engagés en adhérant au Conseil de l'Europe.

ANTWOORD:

De regio Nagorno-Karabach is sinds het conflict van 1992-1994 een regelmatige bron van spanningen tussen Armenië en Azerbeïdzjan. Op 27 september 2020 braken er nieuwe gevechten uit tussen de twee landen langs de contactlijn rond Nagorno-Karabach. Vanaf de eerste dagen vielen er talrijke burger- en militaire slachtoffers te betreuren. Geconfronteerd met het risico op regionale destabilisatie en het aanslepen van de militaire confrontatie, heeft de internationale gemeenschap - met inbegrip van de Secretaris-Generaal van de VN, Antonio Guterres, en de Hoge Vertegenwoordiger van de Europese Unie, Josep Borrell - opgeroepen tot een onmiddellijk staakt-het-vuren. De Minsk Groep, opgericht door de OVSE, en zijn Russische, Franse en Amerikaanse covoorzitters hebben vervolgens hun inspanningen verdubbeld om de vijandelijkheden tot een einde te brengen en de strijdende partijen terug te laten keren naar de onderhandelingstafel.

Armenië en Azerbeïdzjan zijn lid van de Raad van Europa. In een verklaring van 27 september jongstleden heeft de Secretaris-Generaal van de instelling de twee lidstaten er dan ook toe opgeroepen de vijandelijkheden onmiddellijk te staken en het conflict op vreedzame wijze op te lossen, zoals zij er zich bij

hun toetreding tot de Raad van Europa hadden toe geëngageerd.

Se basant sur l'article 39 du règlement de la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH), l'Arménie a introduit le 28 septembre une demande de mesure provisoire contre l'Azerbaïdjan. L'article invoqué permet, en effet, d'indiquer une mesure provisoire à tout Etat partie de la Convention européenne pour la protection des droits de l'homme. Il s'agit de mesures d'urgence qui ne s'appliquent qu'en cas de risque imminent de dommage irréparable. De la sorte, l'Arménie a demandé à la Cour « *d'indiquer à l'Azerbaïdjan de cesser les attaques militaires contre les populations civiles sur toute la ligne de contact des forces armées d'Arménie et de la « République d'Artsakh », de cesser les attaques aveugles, de cesser de cibler la population civile ainsi que les biens civils et les agglomérations* ». Le 29 septembre, en réaction à cette demande, la Cour a demandé à « *l'Azerbaïdjan et à l'Arménie de s'abstenir de prendre toute mesure, en particulier des actions militaires, qui pourrait entraîner des violations des droits des populations civiles garantis par la Convention, notamment en mettant en danger leur vie et leur santé. Elle leur a aussi demandé de se conformer à leurs engagements au titre de la Convention.* »

Op grond van artikel 39 van het Reglement van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens (EHRM) heeft Armenië op 28 september een verzoek tot het uitvaardigen van een voorlopige maatregel tegen Azerbeidzjan ingediend. Het aangehaalde artikel maakt het mogelijk om aan elke staat die partij is bij het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens voorlopige maatregelen op te leggen. Dit zijn noodmaatregelen die alleen van toepassing zijn in geval van dreigend gevaar voor onherstelbare schade. Zo verzocht Armenië het Hof "aan Azerbeidzjan op te leggen dat het de blinde aanvallen op de burgerbevolking langs de hele lengte van de contactlijn met de strijdkrachten van Armenië en van de 'Republiek Artsakh' zou staken, dat het zou ophouden de burgerbevolking tot doelwit te nemen en dat het de aanvallen op burgerlijke eigendommen en op woongebieden zou stopzetten". In antwoord op dit verzoek verzocht het Hof op 29 september "Azerbeidzjan en Armenië af te zien van elke actie, in het bijzonder van militaire aard, die zou kunnen leiden tot schendingen van de door het Verdrag gewaarborgde rechten van de burgerbevolking, met name het recht op leven en gezondheid. Het Hof riep hen ook op hun verplichtingen uit hoofde van het verdrag na te komen".

Comme trop souvent dans ce genre de conflit, la population civile a payé un lourd tribut. Les villes de Stepanakert et de Choucha, au Haut-Karabagh, ainsi que les villes de Ganja et de Barda en Azerbaïdjan ont essuyé des tirs de missiles ennemis. L'usage de bombes à fragmentation par les deux belligérants, ou du moins des deux côtés de la ligne de contact, a malheureusement été démontrée et il y a de fortes préoccupations concernant l'utilisation de bombes au phosphore par l'Azerbaïdjan. On compte de part et d'autre de nombreux morts. Les estimations vont jusqu'à 5000 morts, des milliers de blessés et des dizaines de milliers de personnes déplacées., notamment parmi la population du Haut-Karabagh ayant fui les affrontements en grand nombre pour se réfugier en Arménie.

Après 44 jours de combats et plusieurs tentatives infructueuses, une déclaration annonçant un cessez-le-feu total et la fin de toutes les opérations militaires a été signée, dans la nuit du 9 et 10 novembre, par le premier ministre arménien Nikol Pachinyan, le président azéri Ilham Alyiev ainsi que par le président russe Vladimir Poutine.

Zoals maar al te vaak in dit soort conflicten gebeurt heeft de burgerbevolking een zware prijs betaald. De steden Stepanakert en Shusha in Nagorno-Karabach en de steden Ganja en Barda in Azerbeïdzjan werden getroffen door vijandelijk raketvuur. Het gebruik van clusterbommen door beide strijdende partijen, of althans aan beide kanten van de contactlijn, is helaas aangetoond en er zijn ook vermoedens met betrekking tot het gebruik van fosforbommen door Azerbeïdzjan. Er zijn veel doden aan beide zijden. De schattingen gaan tot 5000 personen doden, duizenden gewonden en tienduizenden ontheemden, vooral onder de burgers van Nagorno-Karabach die de gevechten in grote getale zijn ontvlucht om hun toevlucht te zoeken in Armenië.

Na 44 dagen van gevechten, en verschillende mislukte pogingen tot een staakt-het-vuren, werd in de nacht van 9 op 10 november door de Armeense eerste minister Nikol Pashinyan, de Azerbeïdzjaanse president Ilham Aliyev en de Russische president Vladimir Poetin een verklaring ondertekend waarin een volledig staakt-het-vuren werd aangekondigd en waarin een einde werd gesteld aan alle militaire operaties.

Une réunion des co-présidents du Groupe de Minsk, unique enceinte diplomatique habilitée à gérer le dossier du Haut-Karabagh, a suivi le 18 novembre à Moscou pour faire l'Etat de la situation et relancer la coordination entre les trois co-présidents. Il incombera également au Groupe de Minsk de relancer le processus diplomatique pour faciliter une résolution négociée, globale et durable du conflit, en ce compris le futur statut du Haut-Karabagh. D'autres aspects, comme le retour des personnes déplacées et des réfugiés, la reconstruction et l'avenir des relations entre l'Arménie et Azerbaïdjan, devront être adressés par le Groupe de Minsk avec le concours d'organisations internationales, telles les agences onusiennes et l'Union européenne.

Enfin, je signale encore que ces dernières années la coopération militaire entre l'Azerbaïdjan et la Turquie (y compris des manœuvres conjointes), l'échange d'informations satellitaires et la livraison d'armes sophistiquées, y compris des avions de chasse sans pilote ou des drones, ont permis d'augmenter considérablement la force de frappe de l'armée azérie.

Op 18 november volgde in Moskou een vergadering van de covoorzitters van de Minsk-groep, het enige diplomatieke forum dat gemachtigd is de kwestie Nagorno-Karabach te behandelen, om de balans op te maken van de situatie en om de coördinatie tussen de drie covoorzitters weer op gang te brengen. De Minsk-groep zal ook verantwoordelijk zijn voor het opnieuw op gang brengen van het diplomatieke proces om een door onderhandelingen bereikte, alomvattende en duurzame oplossing van het conflict, met inbegrip van de toekomstige status van Nagorno-Karabach, mogelijk te maken. Andere aspecten, zoals de terugkeer van ontheemden en de vluchtelingen, de wederopbouw en de toekomst van de betrekkingen tussen Armenië en Azerbeïdzjan, zullen door de Groep van Minsk moeten worden aangepakt met de hulp van internationale organisaties, zoals de VN-agentschappen en de Europese Unie.

Tot slot wil ik er ook op wijzen dat de militaire samenwerking tussen Azerbeïdzjan en Turkije (met inbegrip van gezamenlijke manoeuvres), de uitwisseling van satellietinformatie en de levering van gesofistikeerde wapens – inclusief onbemande gevechtsvliegtuigen of drones - het de afgelopen jaren mogelijk hebben gemaakt om de slagkracht van de

En outre, tout au long du conflit des dernières semaines l'Etat-major azéri a pu compter sur l'assistance de conseillers militaires turcs. Par contre, il n'y a aucune indication attestant que des unités turques auraient participé aux combats à proprement parler.

Azerbeïdjaanse strijdmacht aanzienlijk te vergroten. Bovendien heeft de Azerbeïdjaanse generale staf gedurende het conflict kunnen rekenen op de hulp van Turkse militaire adviseurs. Aan de andere kant zijn er geen aanwijzingen dat Turkse eenheden actief hebben deelgenomen aan de gevechten.

**La Vice-Première Ministre et
Ministre des Affaires étrangères,
des Affaires européennes et du
Commerce extérieur, et des
Institutions culturelles fédérales.**

**De Vice-eersteminister en minister
van Buitenlandse Zaken, Europese
Zaken en Buitenlandse Handel, en
de Federale Culturele Instellingen.**



Sophie Wilmès